



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

enseignement agricole

Question écrite n° 83875

Texte de la question

M. Jean Gaubert * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les moyens accordés aux lycées agricoles privés. En effet, le contexte budgétaire du pays conduit l'État à ne pas disposer de moyens pour le financement des emplois des lycées agricoles privés à temps plein réunis dans le Conseil national de l'enseignement agricole privé. Parallèlement, les crédits manquent pour honorer le versement intégral de la subvention de fonctionnement pourtant indispensable. Le protocole dit Gaymard de 2003 a permis les financements pérennes des activités de ce secteur. Mais, dans le même temps, le ministère a supprimé tout crédit de remplacement des enseignants absents, l'aide aux stages pour les élèves et les crédits de formation des enseignants ont été réduits. Les subventions sont par ailleurs perçues très tardivement, ce qui a des incidences sur la trésorerie des établissements. Pour 2005, le ministère ne semble pas en mesure de verser la totalité de la subvention de fonctionnement, l'acompte sur la rémunération des enseignants ayant, lui, été encore réduit. Les bourses versées aux élèves ne sont pas budgétées à un niveau suffisant. Pour la prochaine rentrée, il semble qu'il soit demandé la réduction des emplois d'enseignants alors que bon nombre d'établissements souffrent d'un grave déficit structurel. La restriction des moyens conduira inévitablement à des licenciements. Par conséquent, pour éviter d'aggraver une telle situation, il lui demande d'indiquer à la représentation nationale quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour un meilleur financement des lycées agricoles privés.

Texte de la réponse

Le ministère de l'agriculture et de la pêche a été attentif aux préoccupations qui se sont exprimées lors de la présentation du budget réservé à l'enseignement agricole privé dans le projet de loi de finances pour 2006. Les crédits destinés à la rémunération des enseignants du privé à temps plein augmentent de 8,1 millions d'euros au budget 2006. Il est à souligner que, pour la première fois, la ligne budgétaire correspondante est remise à niveau en loi de finances. Si les établissements du temps plein voient globalement leurs ressources en masse salariale reconduites, c'est au prix d'un équilibre entre la valorisation de la subvention à l'élève, actée au budget 2006 et les diminutions d'emplois. En contrepartie de cette remise à niveau de la masse salariale, le budget 2006 prévoit une réduction de quarante-sept emplois en année pleine dans l'enseignement agricole privé à temps plein. Les établissements privés à temps plein doivent mener, pour la rentrée 2006, une réflexion sur leurs structures pédagogiques pour intégrer ces mesures de suppressions d'emplois. Cet exercice de rationalisation des structures par regroupement de classes ou fixation de seuil d'effectifs, déjà réalisé depuis plusieurs années par les établissements publics, doit permettre d'absorber l'effort en termes de suppressions d'emplois sans préjudice majeur pour la qualité de l'enseignement dispensé. Par ailleurs, le projet de décret statutaire du 20 juin 1989 modifié, en cours d'examen au ministère de la fonction publique, prévoit un dispositif global pour permettre aux enseignants classés en 3e catégorie d'accéder, par la voie de la liste d'aptitude, aux 2e et 4e catégories, correspondant respectivement à la grille indiciaire des professeurs certifiés et des professeurs de lycées professionnels de l'enseignement agricole public. Pour qu'elle soit soutenable, cette mesure de reclassement doit naturellement s'inscrire dans la limite des crédits de masse salariale votés par le Parlement. Dans ce contexte, deux cents agents de 3e catégorie pourront être reclassés dès septembre 2006,

avec effet immédiat sur leur niveau de rémunération, et deux cents autres à la rentrée 2007. Lors de l'examen du budget de la mission interministérielle « Enseignement scolaire », le Parlement a souhaité procéder, comme la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) l'y autorise, à des mouvements des programmes gérés par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche vers le programme de l'enseignement technique agricole, afin que les dotations soient ajustées au regard des besoins constatés. Ces demandes parlementaires ont été prises en considération : le ministère de l'agriculture et de la pêche et le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ont proposé d'abonder de 30,5 millions d'euros les crédits de l'enseignement technique agricole. Cet effort est partagé entre les deux départements ministériels à hauteur de 19 millions d'euros pour l'éducation nationale et 11,5 millions d'euros pour l'agriculture. Le budget étant désormais définitivement adopté, le ministère de l'agriculture et de la pêche examine, en lien avec les représentants de toutes les composantes de l'enseignement agricole, et notamment du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), les moyens qui seront affectés à l'enseignement agricole pour la rentrée scolaire 2006. Il sera en particulier essentiel que les crédits transférés soient utilisés en priorité, conformément aux intentions du Parlement, pour accélérer le versement des bourses sur critères sociaux aux familles et des subventions aux établissements privés sous contrat.

Données clés

Auteur : [M. Jean Gaubert](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 83875

Rubrique : Enseignement privé

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 janvier 2006, page 626

Réponse publiée le : 25 avril 2006, page 4406